Peuples et l'environnement

La revue Peuples a traité du monde arabe, de l'Asie et du Pacifique et des incitations à la planification familiale. Le tout dernier numéro de Peuples / Eco-Monde sur la population et l'environnement, qui a été publié en collaboration avec l'UNESCO, est offert gratuitement aux lecteurs du Bulletin de l'UICN. Il renferme en tables de couleurs sur la population et les ressources qui a été produit par Eco-Monde en collaboration avec le Fonds mondial pour la nature.

Publié tous les trois mois en anglais et en français par la Fédération internationale pour la planification familiale, à Londres, la revue Peuples peut être obtenue par abonnement au tarif mensuel de US $15, frais d'envoi par voie aérienne (US $5 au Royaume-Uni seulement).

OFFRE SPÉCIALE: Nous offrons à titre gracieux à tout nouvel abonné un exemplaire du numéro de Peuples consacré à l'environnement. Il suffit pour cela de renvoyer le bulletin ci-dessous avec le paiement requis.

A: IPPF Distribution (Environnement office) 18-20 Lower Regent Street, Londres SW1Y 4PW, Angleterre

Veuillez m'abonner pour les quatre prochains numéros de Peuples en anglais/français et m'envoyer immédiatement mon exemplaire gratuit du tout dernier numéro sur la population et l'environnement. Je joint au chèque de US $15 (US $5 au Royaume-Uni seulement).

* Veuillez mentionner ici."
Les tests scientifiques démontrent que la corne des rhinocéros n’a pas d’effet thérapeutique. Dans le cadre de l’action engagée pour mettre fin au commerce de cornes de rhinocéros destinées aux préparations pharmaceutiques de nombreuses institutions ont demandé aux Sociétés de l’UICN si, dans le contexte de la Convention de 1973, qui a décelé aucune preuve d’effets propres médicaux de la corne de rhinocéros, notamment d’effets antiprétandes que pourraient être communes à d’autres : Aze. Les rumeurs de la corne de rhinocéros qui, comme on les entendent, est un agrégat de chevaux n’ont pas de propriétés antipsychiatriques, anti-inflammatoires ou diurétiques plus que d’effet contre la suppression ou les bactéries intestinales.

La France élit la Camargue en Aire protégée internationale. La Camargue, paradoxe des chevaux sauvages et des flamants roses, dans le delta du Rhône sera protégée par un traité mondial de conservation de la nature. Cette nouvelle, qualifiée de mesure décisive prise par le gouvernement Mitterrand en matière de politique internationale de l’environnement, a été annoncée par le ministre des Affaires étrangères, Jean-Pierre Raffarin.

La nouvelle a clairement été, le 3 décembre 1982, une conférence de deux jours réunie à Paris, au cours de laquelle la France a obtenu le texte français de la Convention de 1973 relative aux zones humides d’intérêt international, particulièrement comme habitats de la sauvegarde (Convention de Ramsar) devient texte officiel à l’égard du texte anglais, seul considéré comme texte autorisé et affilié.

Le traité couvre maintenant 264 réserves naturelles, soit une superficie de 175 000 km², réparties dans 33 pays allant de l’Australie à l’UARIS. Il est administré par l’Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN) à la Conférence de Paris et l’UNESCO en exécution de la Convention.

Le problème de l’interdiction d’un objet diplomatique qui depuis 11 ans empêchait la France et d’autres pays francophones d’adhérer à la Convention.


Le WWF honore les lauréats du prix Nobel. Victor Borge, le célèbre comédien danois, était le maître de cérémonie d’un dîner de l’environment donné le 12 décembre à Stockholm en l’honneur des lauréats du prix Nobel 1982 et dont la recette a été versée au WWF.

Parmi les invités d’honneur se trouvaient: Leurs Majestés la reine Silvia et le roi Carl Gustaf, président d’honneur du WWF-Suede. Le président du Parlement suédois et 700 autres invités ont assisté à ce dîner, qui a permis de réunir 150 000 couronnes pour le WWF, par l’intermédiaire de l’UICN.

Le WWF souhaite participer à la protection des réserves naturelles de l’humanité et au développement durable.


Le WWF a transféré ses indications sur les réserves naturelles de l’humanité et au développement durable.

De nouveaux Etats adhèrent à la CITES. Sainte Lucie est devenue, le 15 décembre 1982 (avec effet au 15 mars 1983), le 79ème Etat membre de la Convention, quelle que soit l’importation importante de développement durable du pays.

Voici la liste des nouveaux Etats adhérents à la CITES. Sainte Lucie est devenue, le 15 décembre 1982 (avec effet au 15 mars 1983), l’Etat 79ème membre de la Convention. La Mauritanie a également adopté un décret d’interdiction qui est une garantie pour la conservation des ressources naturelles en tant qu’être important de développement durable du pays.

Métier éthique de la poursuite de la Convention de l’UICN. L’UICN a décidé d’annoncer que Madame Indira Gandhi, premier ministre de l’Inde, a annoncé la Convention de l’UICN. L’accord de Madame Ghandi a été transmis à M. Albert Baer, président de la Commission, par courrier personnel.

Tout est bien qui finit bien. Il y a plus de quatre ans, l’UICN a accepté d’aider à sauver une région de forêt tropicale humide à la frontière de la Nouvelle-Galles du Sud et du Queensland (Australie). Aujourd’hui la forêt est gérée en un large éventail de pays, avec des pays qui ont intervenu dans l’exploitation et quatre parties ont contribué à la protection de la Nouvelle-Galles du Sud-Est-Australie. Le mérite de cette décision a été reconnu, à travers le monde, comme un jalon important dans la lutte contre l’extinction pour préserver les trésors des dernières forêts humides, dans l’intérêt de l’humanité entière.
EDITORIAL

KENTON MILLER EST EU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'UICN


Kenton Miller, directeur général de l'UICN canadienne, est nommé pour une période de trois ans, à compter du 1er septembre 1983. Kenton Miller a une expertise de premier plan. Il a été un membre du Comité de planification pour la préparation de la Charte mondiale pour la nature et de la Barre de Montréal pour le service public dans le monde. Miller est le directeur général de l'UICN canadienne qui, en octobre 1982 à Réuilly, dans le sud-ouest de l'Île-de-France, a rencontré un grand nombre de cadres et de décideurs. Miller a présenté des conclusions et des recommandations au point de rencontre. Miller a travaillé sur le terrain, en Australie, en Asie et en Afrique. Il est l'auteur de nombreux ouvrages et articles, dont un sur le rôle de la science et des concepts méthodes de gestion de zones protégées.

Nouveaux internes

EDITORIAL

KENTON MILLER EST EU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'UICN


Kenton Miller, directeur général de l'UICN canadienne, est nommé pour une période de trois ans, à compter du 1er septembre 1983. Kenton Miller a une expertise de premier plan. Il a été un membre du Comité de planification pour la préparation de la Charte mondiale pour la nature et de la Barre de Montréal pour le service public dans le monde. Miller est le directeur général de l'UICN canadienne qui, en octobre 1982 à Réuilly, dans le sud-ouest de l'Île-de-France, a rencontré un grand nombre de cadres et de décideurs. Miller a présenté des conclusions et des recommandations au point de rencontre. Miller a travaillé sur le terrain, en Australie, en Asie et en Afrique. Il est l'auteur de nombreux ouvrages et articles, dont un sur le rôle de la science et des concepts méthodes de gestion de zones protégées.

Kenton Miller, directeur général de l'UICN canadienne, est nommé pour une période de trois ans, à compter du 1er septembre 1983. Kenton Miller a une expertise de premier plan. Il a été un membre du Comité de planification pour la préparation de la Charte mondiale pour la nature et de la Barre de Montréal pour le service public dans le monde. Miller est le directeur général de l'UICN canadienne qui, en octobre 1982 à Réuilly, dans le sud-ouest de l'Île-de-France, a rencontré un grand nombre de cadres et de décideurs. Miller a présenté des conclusions et des recommandations au point de rencontre. Miller a travaillé sur le terrain, en Australie, en Asie et en Afrique. Il est l'auteur de nombreux ouvrages et articles, dont un sur le rôle de la science et des concepts méthodes de gestion de zones protégées.

Kenton Miller, directeur général de l'UICN canadienne, est nommé pour une période de trois ans, à compter du 1er septembre 1983. Kenton Miller a une expertise de premier plan. Il a été un membre du Comité de planification pour la préparation de la Charte mondiale pour la nature et de la Barre de Montréal pour le service public dans le monde. Miller est le directeur général de l'UICN canadienne qui, en octobre 1982 à Réuilly, dans le sud-ouest de l'Île-de-France, a rencontré un grand nombre de cadres et de décideurs. Miller a présenté des conclusions et des recommandations au point de rencontre. Miller a travaillé sur le terrain, en Australie, en Asie et en Afrique. Il est l'auteur de nombreux ouvrages et articles, dont un sur le rôle de la science et des concepts méthodes de gestion de zones protégées.

Kenton Miller, directeur général de l'UICN canadienne, est nommé pour une période de trois ans, à compter du 1er septembre 1983. Kenton Miller a une expertise de premier plan. Il a été un membre du Comité de planification pour la préparation de la Charte mondiale pour la nature et de la Barre de Montréal pour le service public dans le monde. Miller est le directeur général de l'UICN canadienne qui, en octobre 1982 à Réuilly, dans le sud-ouest de l'Île-de-France, a rencontré un grand nombre de cadres et de décideurs. Miller a présenté des conclusions et des recommandations au point de rencontre. Miller a travaillé sur le terrain, en Australie, en Asie et en Afrique. Il est l'auteur de nombreux ouvrages et articles, dont un sur le rôle de la science et des concepts méthodes de gestion de zones protégées.
Nouvelles Interêts

Retour de Madagascar

Ursula Hilbrenner, membre du Secrétariat de la CNUWC, poursuit sa tâche d'écriture et prépare ce rapport pour le Bulletin.

Madagascar, île de beauté, souffre bien des maux dont le moindre n’est pas la pénurie de biens d'importance vitale tels que la viande, le poisson, les fruits et légumes, les vêtements, le papier, les médicaments et les pièces détachées. Le pays était un grand exportateur de caoutchouc et de vanille, de clous de girofle, etc., mais les expériences du colonialisme, de la crise économique et de la dévastation forestière ont forcé Madagascar à importer de grandes quantités de ces biens depuis des années.

Le gouvernement a tenté de résoudre ce problème en encourageant la production de produits locaux et en développant des industries dans le pays. Toutefois, malgré les efforts, la situation reste préoccupante et la pénurie de biens d'importance vitale continue de peser sur la population.

L’UICN et le WWF en Faveur de Modifications de l’Accord de Coton Sur les Bois Tropicaux

Paul Spencer Wachtel

L’industrie mondiale des bois tropicaux est face à une crise majeure. Les milliards de dollars qui pourraient être économisés par une rationalisation des exploitations forestières pourraient être utilisés pour améliorer la condition des populations locales. L’UICN et le WWF participent à une série de discussions internationales pour tenter de trouver une solution à cette crise.

Le problème de la pénurie de biens d'importance vitale en Madagascar est une des préoccupations majeures pour les organisations environnementales. L'accent sera mis sur la collaboration entre les pays producteurs de bois et les sociétés de commerce pour trouver des solutions durables.

Le RHINOCÈRO : PROBLÈMES ET A VENIR

Paul Spencer Wachtel

Dans une interview accordée au Bulletin, l’UICN强调 que l’approvisionnement en Rhinocéros en Afrique, en particulier en Afrique centrale, est crucial pour la conservation de la nature. M. Bradley Martin a signé un accord avec l’UICN/WWF pour appuyer la recherche sur la protection de la nature et de la faune dans la zone de la corne de rhinocéros en Afrique.

1. Quel est l’état du rhinocéros en Afrique?
2. Quels sont les problèmes liés aux rhinocéros et comment le WWF peut-il contribuer à leur résolution?
3. Comment la corne de rhinocéros est-elle utilisée et comment la perte de corne peut-elle avoir des conséquences sur l'espèce?

Prétextez en outre que la corne est dangereuse et qu'elle n'est pas utilisée pour servir de nourriture, mais elle est utilisée pour la production de tissus et de cosmétiques.

Le Bulletin de l’UICN, numéro 14, page 1/2/3

6

Nouvelles Interêts

Le RHINOCÈRO : PROBLÈMES ET A VENIR

Paul Spencer Wachtel

Dans une interview accordée au Bulletin, l’UICN强调 que l’approvisionnement en Rhinocéros en Afrique, en particulier en Afrique centrale, est crucial pour la conservation de la nature. M. Bradley Martin a signé un accord avec l’UICN/WWF pour appuyer la recherche sur la protection de la nature et de la faune dans la zone de la corne de rhinocéros en Afrique.

1. Quel est l’état du rhinocéros en Afrique?
2. Quels sont les problèmes liés aux rhinocéros et comment le WWF peut-il contribuer à leur résolution?
3. Comment la corne de rhinocéros est-elle utilisée et comment la perte de corne peut-elle avoir des conséquences sur l'espèce?

Prétextez en outre que la corne est dangereuse et qu'elle n'est pas utilisée pour servir de nourriture, mais elle est utilisée pour la production de tissus et de cosmétiques.

Le Bulletin de l’UICN, numéro 14, page 1/2/3

6

Nouvelles Interêts

Le RHINOCÈRO : PROBLÈMES ET A VENIR

Paul Spencer Wachtel

Dans une interview accordée au Bulletin, l’UICN强调 que l’approvisionnement en Rhinocéros en Afrique, en particulier en Afrique centrale, est crucial pour la conservation de la nature. M. Bradley Martin a signé un accord avec l’UICN/WWF pour appuyer la recherche sur la protection de la nature et de la faune dans la zone de la corne de rhinocéros en Afrique.

1. Quel est l’état du rhinocéros en Afrique?
2. Quels sont les problèmes liés aux rhinocéros et comment le WWF peut-il contribuer à leur résolution?
3. Comment la corne de rhinocéros est-elle utilisée et comment la perte de corne peut-elle avoir des conséquences sur l'espèce?

Prétextez en outre que la corne est dangereuse et qu'elle n'est pas utilisée pour servir de nourriture, mais elle est utilisée pour la production de tissus et de cosmétiques.

Le Bulletin de l’UICN, numéro 14, page 1/2/3

6
NOUVELLES INTERNES

ÉLÉPHANTS ET RHINOCÉROS EN AFRIQUE

Rares sont ceux qui associent éléphants et rhinocéros à l'instabilité économique mondiale et aux prix du pétrole. Ce sont - à première vue - des pôles opposés des animaux vivant paisiblement dans un environnement devenu le temps et des hommes aux prises avec les problèmes d'une civilisation en évolution rapide. Mais, la dénotification de l'état de ces animaux a été épinglée par quelques économistes.

Lorsque la crise économique explosa, dans les années 70, l'Ivoirie retrouvait sa tradition de commerce de l'ivoire, alors que l'Afrique de l'Est et le Zimbabwe se propagent partout où il y avait des éléphants.

À la même époque, l'augmentation des revenus du pétrole provoqua l'essor des économies des pays africains. Une valeur que l'Ivoirie, avec ses éléphants, ne pouvait laisser indifférent. Dans les années 70, 90 pour cent des profits du Krug déjà exportés ont été utilisés par les marchés d'Asie où elle étaient des denrées de ménage.

Il est résolu un massacre gigantesque - des éléphants d'Afrique. À cette époque, où l'Ivoirie noire noire blanche d'ivoire de 47 000 et en Afrique, les éléphants noirs ont disparus de nombreux régions où ils avaient laissé des 10 000 à 15 000, répartis entre dix-huit pays en l'Asie, à juste titre, que cet objectif peut être atteint s'il en parvenait à freiner la demande de corne.

Parlons d'une enquête lancée en 1976 par l'Union internationale pour la conservation de la nature et les parcs nationaux, l'agence de la World Wildlife Fund, qui s'est intéressée aux éléphants d'Afrique et la République démocratique du Congo. Parallèlement, une étude approfondie du commerce international de l'ivoire a été conduite. Elle a mis en lumière les liens extensibles entre les prix de l'ivoire et les profils économiques d'internationalisation mondiaux quant à l'Ivoirie, comme l'ont servi de protection contre la dépréciation des monnaies et comme commerce de corne, se jouant du contrôle des changements. Au cours de l'étude, ceux des éléphants, le sort du rhinocéros s'est fait jour. Une enquête de ce type a été entreprise par le groupe de spécialistes des rhinocéros africains, de la Commission de la sauvegarde de l'UICN et de la Conservation internationale de l'ivoire et des autres produits animaux, a été conduite dans de petits groupes isolés dans des forêts qui disparurent rapidement, sous la pression de l'agriculture et de l'exploitation forestière. Les seules populations stables ou en augmentation sont au Zimbabwe, au Namibie, en Afrique du Sud, au Malawi et au Nigéria. 

Le braconnage a entraîné la mort de quelque 2 600 rhinocéros par an entre 1972 et 1978. La consommation d'ivoire en Asie, dans laquelle les Asiatiques se servent de la corne comme s'il s'agissait d'apartheid dans ce pays. Il est vrai qu'elle sert d'apartheid dans les autres pays. Il est vrai qu'elle sert d'apartheid dans les autres pays.

Le sort du rhinocéros s'est fait jour. Une enquête de ce type a été entreprise par le groupe de spécialistes des rhinocéros africains, de la Commission de la sauvegarde de l'UICN et de la Conservation internationale de l'ivoire et des autres produits animaux, a été conduite dans de petits groupes isolés dans des forêts qui disparurent rapidement, sous la pression de l'agriculture et de l'exploitation forestière. Les seules populations stables ou en augmentation sont au Zimbabwe, au Namibie, en Afrique du Sud, au Malawi et au Nigéria. 

Le braconnage a entraîné la mort de quelque 2 600 rhinocéros par an entre 1972 et 1978. La consommation d'ivoire en Asie, dans laquelle les Asiatiques se servent de la corne comme s'il s'agissait d'apartheid dans ce pays. Il est vrai qu'elle sert d'apartheid dans les autres pays. Il est vrai qu'elle sert d'apartheid dans les autres pays. 

Le braconnage a entraîné la mort de quelque 2 600 rhinocéros par an entre 1972 et 1978. La consommation d'ivoire en Asie, dans laquelle les Asiatiques se servent de la corne comme s'il s'agissait d'apartheid dans ce pays. Il est vrai qu'elle sert d'apartheid dans les autres pays.

Le braconnage a entraîné la mort de quelque 2 600 rhinocéros par an entre 1972 et 1978. La consommation d'ivoire en Asie, dans laquelle les Asiatiques se servent de la corne comme s'il s'agissait d'apartheid dans ce pays. Il est vrai qu'elle sert d'apartheid dans les autres pays. Il est vrai qu'elle sert d'apartheid dans les autres pays. 

Le braconnage a entraîné la mort de quelque 2 600 rhinocéros par an entre 1972 et 1978. La consommation d'ivoire en Asie, dans laquelle les Asiatiques se servent de la corne comme s'il s'agissait d'apartheid dans ce pays. Il est vrai qu'elle sert d'apartheid dans les autres pays. Il est vrai qu'elle sert d'apartheid dans les autres pays. 

Y a-t-il donc figuré de rhinocéros blanc en Afrique? Le cas de l'ivoire des rhinocéros est différent de celui de l'ivoire des éléphants. La conservation internationale des éléphants de l'UICN en 1976 est devenue un enseignement pour les éléphants. Il est vrai qu'elle sert d'apartheid dans les autres pays. Il est vrai qu'elle sert d'apartheid dans les autres pays.
Rapports des commissions

La Commission de l’Écologie en France en 1973 en temps réel temps depuis sa reconstitution en 1979, la Commission de l’écologie a grand au point de jouer un rôle important dans la sauvegarde des sphères de la conservation de la nature. Elle a 145 membres de 45 pays représentés sur tous les continents. La Commission a pour objectif de faire des débats et des interviews scientifiques sur des sujets liés à l’écologie, ainsi que des actions pratiques et des informations pour améliorer la qualité de vie des populations. Elle a été créée en 1973 et a depuis lors organisé de nombreux rassemblements, colloques et conférences sur des sujets d’importance nationale et internationale.

Rapports de commissions


Rénovation - annonce préliminaire et enregistrement

50e réunion. Elle aura lieu à Harare, Zimbabue du 14 au 20 août 2013, précédant la Conférence des Parties à la Convention internationale pour la protection de la faune et de la flore sauvages de la zone tropicale humides de l’Afrique, de la Côte d’Ivoire, la République démocratique de la Côte d’Ivoire, la Côte d’Ivoire, la Côte d’Ivoire et la Côte d’Ivoire. La réunion est organisée par les Comité de la Commission, au siège de l’UNESCO à Paris. Voici l’affectation des contributeurs de l’OIE.

La version finale de The Global Status of Wild Birds a été présentée à l’auteur de l’auteur du jour avec un compte rendu multilingue.


La Commission de l’Écologie a été créée en 1973 et a depuis lors organisé de nombreux rassemblements, colloques et conférences sur des sujets d’importance nationale et internationale.

Rapports de commissions


18 au 20 août 1982 à Malabo, Gabon, une réunion de sommet qui a été prévue pour analyser et discuter des questions de la planification environnementale. La réunion avait pour objectif d’évaluer les progrès réalisés dans la planification environnementale et de définir les prochaines étapes à suivre.


LE CDD PRÉPARE UN RÉGISTRE DE CONSIGNES

Il s'agit d'intégrer le concept de conservation au processus de développement.

La procédure a été mise en œuvre dans le cadre du programme de conservation du NRF.

Le CDD prépare un registre de consignes pour aider les agriculteurs à respecter les normes en matière de conservation des sols.

C'est une étape importante dans la mise en œuvre de la stratégie Mondiale de la Conservation de l’Oeuvre.

La première étape de la stratégie Mondiale de la Conservation de l’Oeuvre (SMC) pour l’Afrique du Sud a été lancée en octobre dernier. Le pays a été invité à participer à cette campagne internationale.

La mise en œuvre de cette stratégie est essentielle pour renforcer la protection de l’environnement et pour assurer la durabilité des ressources naturelles.

La stratégie vise à sensibiliser les populations locales et à mobiliser des ressources pour la conservation et la gestion des forêts.

Le CDD travaille avec les acteurs locaux pour renforcer leur capacité à gérer les ressources naturelles de manière responsable et durable.

La mise en œuvre de cette stratégie nécessite une mobilisation importante des ressources, tant financières que humaines.

La mise en œuvre de cette stratégie est un défi majeur, mais elle est cruciale pour la protection de l’environnement et pour assurer la durabilité des ressources naturelles.

La stratégie vise à sensibiliser les populations locales et à mobiliser des ressources pour la conservation et la gestion des forêts.

Le CDD travaille avec les acteurs locaux pour renforcer leur capacité à gérer les ressources naturelles de manière responsable et durable.

La mise en œuvre de cette stratégie nécessite une mobilisation importante des ressources, tant financières que humaines.

La mise en œuvre de cette stratégie est un défi majeur, mais elle est cruciale pour la protection de l’environnement et pour assurer la durabilité des ressources naturelles.

La stratégie vise à sensibiliser les populations locales et à mobiliser des ressources pour la conservation et la gestion des forêts.

Le CDD travaille avec les acteurs locaux pour renforcer leur capacité à gérer les ressources naturelles de manière responsable et durable.

La mise en œuvre de cette stratégie nécessite une mobilisation importante des ressources, tant financières que humaines.

La mise en œuvre de cette stratégie est un défi majeur, mais elle est cruciale pour la protection de l’environnement et pour assurer la durabilité des ressources naturelles.

La stratégie vise à sensibiliser les populations locales et à mobiliser des ressources pour la conservation et la gestion des forêts.

Le CDD travaille avec les acteurs locaux pour renforcer leur capacité à gérer les ressources naturelles de manière responsable et durable.

La mise en œuvre de cette stratégie nécessite une mobilisation importante des ressources, tant financières que humaines.

La mise en œuvre de cette stratégie est un défi majeur, mais elle est cruciale pour la protection de l’environnement et pour assurer la durabilité des ressources naturelles.
POURQUOI MADAGASCAR ?


L’UICN appelle à intégrer la conservation au développement. Chaque fois que l’homme évalue une catastrophe écologique ou en atténue les effets, il se donne les moyens d’alléger les problèmes économiques et sociaux.

La stratégie mondiale de la conservation demande d’orienter la gestion des ressources naturelles vers l’élaboration et la mise en œuvre de stratégies nationales de conservation (SNC). Une SNC a pour objectif de mettre en évidence les conditions à réaliser en priorité pour réaliser la conservation, sensibiliser l’opinion publique et vaincre l’apathie ou les résistances qui pourraient faire obstacle à la prise des mesures indispensables.

Traduire ces concepts dans le réalisme malgache est un exercice des plus ardues. Nul n’ignore qu’à Madagascar le déboisement est un problème majeur pour l’environnement. Il résulte surtout de l’absence de techniques de broîl (ray) utilisée pour défricher le profil de l’arbre et du projet. Dans son bilan, le déboisement entraîne un corollaire de problèmes également graves : escrocs des sols, destruction des habitats naturels, extinction des espèces animales et végétales. On constate que la dégradation de l’environnement résulte de pratiques agricoles et pastorales mal adaptées aux conditions actuelles.

On estime que plus de 10 000 hectares de forêts s’en vont en fumier chaque année et que les quatre-cinquièmes des terres et zones forestières sont déjà saccagés. Les régions à forte densité de population comme l’est de l’île, subissent des pressions graves dues à la précarité de terres cultivées et de pâturages. Les agriculteurs essaient justement avant la saison des pluies pour préparer la terre à l’agriculture ou stimuler la poussée de l’herbe de pâturage ou de fourrage. Après deux ou trois ans d’utilisation, le sol déjà pauvre est laissé en jachère et s’est replié que dès trois ans plus tard. Une pression accrue sur les ressources a pour conséquence un raccourcissement du temps de jachère, suivi de l’épuisement du sol.


Le représentant du WWF à Madagascar (responsable de tous les programmes internationaux et activités de conservation dans l’île) s’est entretenu avec les autorités malgaches et les discussions ont fait paraître la nécessité impérieuse de résoudre les problèmes socio-économiques liés à la destruction des ressources naturelles. En février 1983, une délégation malgache de haut niveau et des représentants de l’UICN/WWF reçus à Jersey se sont accordés sur une déclaration qui fait partie du rôle de l’UICN/WWF à Madagascar, notamment en matière de recherche. Cette rencontre a permis de convenir que la contribution des deux organisations aux efforts du gouvernement malgache en faveur de la conservation et qui, en particulier, par la préparation d’une SNC.

Stratégie mondiale de la conservation

La stratégie mondiale de la conservation est une stratégie de coopération entre les nations pour conserver dans le développement de Madagascar. L’UICN souhaite répondre favorablement aux besoins des plus pauvres de l’homme et analyser comment la conservation peut contribuer concrètement au développement de Madagascar. L’UICN estime que la réponse à cette question dépend, en partie, d’apporter des lignes directrices pour une politique nationale, une coopération internationale et des ressources naturelles à l’intérieur et à l’extérieur. Elle doit aussi améliorer la situation des pays, s’assurer que la gestion des aires protégées, etc., soit réalisée.

Dans ses personnes chargées de la gestion des aires protégées, etc., l’UICN souhaite que ces personnes donnent libre cours à leurs aspirations en matière de conservation et de développement économique, et qu’elles soient dispensées de copies en langues qui peuvent être adressées à l’UICN.

Stratégie mondialement de la conservation

La stratégie mondialement de la conservation, en anglais, en français et en espagnol peut être obtenue auprès du:

Service des publications de l’UICN
Centro mundial de la conservación
1166 Gland, Suisse

Chaque copie coûte 5 dollars; pour une commande de 50 copies ou plus, une réduction de 20% est accordée. Frais d’expédition et de manutention: 10% du coût total. Un exemplaire normal et 30%, par courrier aérien.

Si la SNC est établie, un pré-rapport en allemand, anglais, espagnol, portugais, chinois, japonais, russe et hongrois serait disponible. Il est prévu de distribuer la stratégie à tous les pays du monde.

L’UICN souhaite que ces informations soient dispensées de copies en langues qui peuvent être adressées à l’UICN.


discussions préliminaires et rapports terminés. La prochaine phase sera discutée avec le gouvernement en mars 1983

* Cette liste se fonde sur les données mises à disposition à l’époque de la préparation de cette stratégie pour l’UICN, mais des révisions ultérieures peuvent être effectuées.

ITALIE : CHANGER LES HABITUDES

par Gianfranco Bologna, coordonnateur national, Section conservation, WWF, Italie

L’Italie est au nombre des pays les plus industrialisés du monde. Sa croissance a surtout eu lieu sur un laps de temps très court, en particulier dans l’industrie chimique et à l’aube de la société industrielle. C’est une restructuration nécessaire pour revoir le rôle de l’UICN à Genève. Le rapport a égale-

ment été présenté à l’UICN.

Dans sa version finale, il devrait être publié vers le milieu de 1983 et tous ceux qui ont participé à sa préparation encouragèrent vivement sa mise en œuvre à tous les niveaux.

VUE D’ENSEMBLE DE LA SITUATION DES STRATÉGIES NATIONALES DE CONSERVATION (JANVIER 1983)

PAYS

ÉTAT D’AVANCEMENT DES SNC

Afrique du Sud

SNC terminée par la Wildlife Society of Africa of the SUD

Australie

projet de SNC discuté lors d’une conférence nationale, en février 1983

Belgique

Espagne

SNC terminée par la Commission interministérielle de l’environnement (CIMA)

Italie

SNC en préparation sera terminée au milieu de 1983

Madagascar

SNC en préparation pour mars-avril 1983 pour poursuivre les discussions sur la préparation d’une stratégie

Malaisie

SNC en préparation, Etat par Etat

Népal

1er mission UICN menée à terme et 13Brochures sur la stratégie

Norvège

une étude du Parlement contenant une proposition de SNC vient d’être terminée

Nouvelle-Zélande

proposition de SNC sera examinée par ministères et organismes de droit public

Ouganda

préparation d’une SNC à l’étude

Philippines

SNC en préparation par la Société Harbhar

Portugais

les rapports sur la stratégie seront publiés en juin 1983

Sénégal

1er mission UICN prévue provisoirement pour avril 1983

Sri Lanka

groupe de travail dédié pour préparer SNC

Tchécoslovaquie

stratégie sub-nationale en préparation; première phase sera terminée en 1984

Zambie

discussions préliminaires et rapport terminé. La prochaine phase sera discutée avec le gouvernement en mars 1983

Dans les rues d’Antananarivo: les stratégies s’adressent à l’avenir aussi bien qu’au passé.

Convient à: F. Viole

BULLETIN DE L’UICN VOL. 14 N° 1/2/3
LES PROGRÈS ACCOMPLIS

Ce rapport résume les nouvelles étapes de la mise en œuvre de la Stratégie mondiale de la conservation et, en particulier, l’adop-
tion de stratégies nationales. En page 15 se trouve une vue d’ensemble des activités relatives aux SNC.

Le projet de stratégie nationale de con-
servation pour l’Australie est prêt. Il forme une base de discussion pour les représen-
tants du gouvernement, de l’industrie et des groupes de conservation, entre autres, réu-
nis lors d’une conférence nationale, du 25 au 28 février 1983. La stratégie sera ensuite
préparée pour être présentée, vers le milieu de 1983, à la Conférence des premiers
ministres qui décidera en dernier ressort de son avenir. En outre, le groupe de travail sur
la stratégie nationale de conservation rap-
porte que les États d’Australie occidentale
et de Victoria préparent leur propre stratè-
gies.

Une mission de l’UCIC n’est rendue au
Belgique, à l’invitation du gouvernement, du
27 novembre au 12 décembre 1982, afin de
discuter de la préparation d’une stratégie
national de conservation. Des réunions ont eu lieu avec des représentants du gouver-
nement, notamment le premier ministre
George Price, et des représentants d’insti-
tutions, d’associations et d’organisations
non gouvernementales. La situation générale a été examinée, ainsi que les possi-
lités et les contraintes relatives à l’utilisation et à la préservation des ressources. Vers la fin de
la mission, un atelier de deux jours a été
organisé au cours duquel les membres de la
mission, les autorités du pays et d’autres experts ont pu collaborer à l’élabora-
tion d’une structure de base pour une stratégie nationale.

Au Canada, les lignes directrices pour
une stratégie nationale des ressources sau-
vages ont été approuvées par le Conseil
canadien des ministres de l’Environnement
et des Ressources. La stratégie mondiale de
la conservation n’a pas encore été approu-
ve par tous les ministres provinciaux,
cependant, chaque approbation est plus
juge indispensable puisque le document a
été officiellement accepté par le gouverne-
ment fédéral.

L’université de Antiochaga, au Chili,
rappelle que parmi ses nombreux projets
et programmes environnementaux, elle orga-
nise des conférences sur la Stratégie mon-
diale de la conservation afin de souligner son importance aux yeux des professeurs
comme des étudiants.

La Fédération des universités d’Améri-
que centrale a tenu une réunion fondée sur
la Stratégie mondiale de la conservation au
Costa Rica, en octobre 1982.

Une stratégie de conservation sub-
nationale est en préparation en Tchétch-
ouvaquie pour le bassin fluvial de la Frýdývaka.
Cette région a été choisie comme aire cen-
trale pour l’application de la stratégie et
sera élargie lors d’une seconde phase des
travaux. On pense que la première phase
prendra fin en 1984 et qu’une étude sera
présentée à la 16e session de l’Assemblée
Générale de l’UCIC.

L’UCIC attend une confirmation du
gouvernement de Fiji qui a demandé son
aide pour la préparation d’une stratégie
nationale afin de poursuivre les travaux
entamés au cours d’une mission prélimi-
naire de l’UCIC.

En Finlande, le livre de Robert Allen
How to Save the World’s est en cours de
traduction en finnois par l’Association finlandaise pour la protection de
la nature.

La Stratégie mondiale de la conservation
a été élaborée en chinois et imprimée dans la
même présentation que la version originale
par le Adiate People de Hong Kong.

En Hongrie, un plan de développement à
long terme pour la conservation de la
nature a été mis sur pied dans lequel il est
envisagé d’en prendre soin par des méthodes de
terre sous protection. L’Autorité nationale
pour la protection de l’environnement et la
conservation de la nature a traité à la Stratè-
gie mondiale de la conservation en hon-
neur de la date de la 19e Assemblée de 1983. Elle publiera une
traduction du livre de Robert Allen, «How to
Save the World’s».

A la demande du gouvernement de
l’Inde, le président et le directeur exécutif de
la Commission de la plastification environnementale/UCIC rencontreront des
représentants du gouvernement en février 1983 afin de préparer un cadre pour l’élabo-
rature d’une SNC pour l’Inde.

Au Japon, la Stratégie mondiale de
conservation sous le titre «Crise de l’envi-
nronnement terrestre» de même que «How
to Save the World’s» ont été traduits en
japonais et publiés l’année dernière.

Le gouvernement de Madagascar et le
représentant malgache du WWF ont dor
crit de la préparation d’une Stratégie natio-
nale UIC/WWF prévu de se rendre à Mada-
agascar pour discuter entre autres, des
plus en détail le problème des stratégies
d’actions des pays. Les représentants de l’aide technique suisse feront également partie de la
mission.

Enfin, les experts du Conseil de l’Afnka
ont préparé une stratégie nationale de
conservation pour le Sénégal. Le travail vient de prendre fin avec la rédaction d’un projet de document de stratégie.

UNE PAS VERS L’ADOP**

Le gouvernement de Nouvelle-Zélande
pris note officiellement de la proposition de
stratégie nationale de conservation et a
approuvé une série d’actions en vue de son
examen final. Avant de préparer le projet de
principes final, le gouvernement a
demandé à tous les ministres et organes de
droit public de signaler des actions que lon
de veau et les réactions au public à son égard.

La décision du gouvernement est jugée
opportune car la Nouvelle-Zélande
s’engage actuellement dans la mise en vente de ses terres dans une démarche
énergétique — de ses ressources naturelles, rapporte le Département de Land and
Water. Ce ministère qui représente la Nouvelle-Zélande en tant que membre de l’UCIC a reçu pour mission de publier un directif afin de
coordonner les différentes évaluations proposées par les ministres et organes de droit
d’action.

M. Jonathan Elworthy, ministre des Ter-
rrires, a indiqué que le projet de principes de
la stratégie serait probablement publié pour
être considéré par la population avant d’être examiné, en dernier ressort, par le gouvernement.

En Pologne, la Stratégie mondiale de
la conservation a été traduite en polonais
par la Ligue pour la protection de la
nature et elle sera disponible vers la fin de cette
année.

La mission UIC au Sénégal chargée de
discuter des possibilités de préparer une
stratégie nationale de conservation et qui
avait été du 13 au 20 avril dernier a été
reportée à avril 1983, après les élections
nord-sud de février.

Une Annexe A a été ajoutée à la
Loi sur la conservation des espèces
de la nature et de la faune et la flore.

Le président nomme un groupe
de travail de la SNC

Le président Jayewardene du Sri Lanka
vient de nommer un groupe de travail
pour la préparation d’une stratégie nationale de
conservation.

Le groupe de travail présidé par M.
Wijeyadasa, président de l’Autorité cen-
trale pour l’environnement se compose de
diverses personnes et de divers organismes
gouvernementaux tels que les res-
sources naturelles et la plastification
nationale et de l’agriculture.

Dans le cadre des programmes de
développement actuels, la préparation d’une stratégie nationale de conservation est considérée comme un niveau national privilégié au sein de la stratégie qui a été
élaborée en 1981.

Dans le cadre de la stratégie qui a été
élaborée en 1981, M. Wijeyadasa a adressé
au président un rapport final sur
l’utilisation des ressources naturelles et la plastification nationale et de l’agriculture au
Sri Lanka.

L’éducation environnementale est indispensable; chaque nouvelle génération doit appren-
dre l’importance de la conservation.

Cédé: M.J.C. 1981.
ZAMBIE: Résoudre les problèmes économiques

La Zambie est un pays en développement confronté à plus d'un problème économi- que. Le prix du cuivre, ressource d'exporta- tion principale, dépend de la situation mondiale. La Zambie, qui a un taux de change élevé et une dette extérieure importante, est confrontée à des problèmes spécifiques.

Le chef de la mission, M. John Davidson de la Courantvde Commission (Boysam- oun) et membre de la Commission de la pla- nification environnementale, a établi un rapport d'ensemble sur la mission qui a été examiné par des membres choisis des com- missions de l'UIUC avant d'être transmis pour examen au gouvernement zambien. Le rapport a permis de conduire ses études distinctes mais liées, dans le cadre de la préparation de la stratégie, portant sur des secteurs clés du développement, en partic- ulariser les secteurs rural, urbain et industri- el afin d'examiner les divers problèmes et possibilités de la conservation.

Le deuxième mission en Zambie est pré- vue pour fin mars 1983; d'ici là, on pense que les exigences logistiques de la stratégie auront été satisfaites.

A partir de là, l'UIUC aura pour rôle de fournir un appui technique au gouverne- ment et aux ONG locales au fur et à mesure des projets de la stratégie — c'est appel tech- nique, coordonné par le CCD est rendu possible par l'entente de la SIDA (Agence suédoise pour le développement internationa-
RéUNIONS EN RAPPORT AVEC LA SMC

APPEL À LA COOPÉRATION

Les représentants d’agences spécialisées des Nations Unies, dont la FAO, le BIT, le FâS, la FAO-NU, le Programme de l’ONUDI, qui a récemment créé ce groupe, et une vingtaine de représentants de haut niveau du PNUE, de l’UICN et du WWF pour discuter de la mise en œuvre active de la SMC.

La réunion a été axée sur les activités des différentes organisations et sur les possibilités de travailler ensemble. Les représentants ont discuté de l’importance de la coordination et de la cohérence dans le cadre de la SMC.

UNE RÉUNION COMPLÉMENTAIRE SERA ORGANISÉE PAR LA COMMISSION DE CHRONIQUES DES ÉCOSYSTÈMES (COMMISSIONEN) ET LA FAO-ONU, le 1er novembre, à laquelle participeront les représentants des différents organismes.

SÉMINAIRE SUR LA PLANNING ENVIRONNEMENTAL EN VUE DU DéVELOPPEMENT Durable


Il y aura pour objet de rassembler les acteurs principaux des communautés mondiales de l’environnement et du développement dans un examen conjoint des processus de mise en œuvre et de développement reposant sur le concept de l’utilisation durable des ressources renouvelables. Il vise aussi à donner des orientations nationales de conservation et renforcer la coopération internationale.

Le séminaire devrait déboucher sur un compte rendu détaillé de la recherche et des actions entreprises dans le domaine de la conservation et du développement. Un élargissement des liens de coopération avec les organisations et les acteurs des secteurs de l’environnement et du développement est envisagé.

Le séminaire de 1982 était un premier pas qui a inauguré un cycle de cinq ans de séminaires d’été annuels organisés dans le but d’établir une coordination de la conservation des ressources mondiales. Les acteurs en charge de la coordination de cette activité sont: l’UICN, le WWF, le PNUE et le BIT.

Pour les groupes concernés par la population, il est nécessaire d’élaborer des stratégies de développement qui prennent en compte l’ensemble des besoins de la population et de valoriser les ressources naturelles de manière durable. La participation active des communautés locales est essentielle pour assurer une utilisation équitable et durable des ressources naturelles.

Madame Aziza Hassen, présidente de la Fédération internationale de planification familiale (IFPIF) et M. Mohamed Kasas, président de l’Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN) ont récemment discuté du rôle respectif de leurs organisations dans le cadre d’une conférence internationale.

MK: Le monde en tant que les actions de compassion et de prévention pour la conservation de la nature et de ses ressources est une, mais... 1986 seulement. À l’au-début, le mouvement émanait d’une menace pour le peuple: les gens avaient à cœur la survie d’espèces animales et végétales belles et rares. Cependant, venant à manquer de nourriture et d’eau, le rôle de la protection s’est mué en concept de conservation. Le changement de philosophie est radical: on est passé de la protection bénéfique à la population et à la nature. Kosovo a récemment révélé que dans le vaste mouvement pour la conservation, pour nous devons maintenir l’équilibre, protéger la fertilité des systèmes de production. Mais nous avons besoin de dire comment maintenir le changement de choses la santé et les mères des êtres humains.

Les premières années de l’IPPF ont été marquées par le rôle de la coordination et la lutte contre le racisme, le rôle de la famille et la santé sexuelle de l’homme. Le rôle de la famille est clairement défini. Dans la plupart des pays du tiers monde, femmes ne sont pas encore émancipées et la population croît; parce que les femmes pensent qu’il est de leur devoir de procréer. Le rôle de la famille, le nombre de gens, etc. se fera par l’éducation et le développement.

AJH: J’ajoute que la croissance démographique est un des symptômes des problèmes du développement et de la santé. Les últimos années ont vu un accroissement du nombre de personnes vivant dans la pauvreté et des conséquences graves pour l’environnement et la santé. Les actions pour l’éducation et l’égalité des sexes sont essentielles pour faire face à ces défis.

M. Mohamed Kasas, président de l’UICN

C’est ce dont nous avons aujourd’hui besoin. Nous devons trouver un domaine (notre domaine) dans lequel nous pourrons mener de petits pas. Nous avons des problèmes d’études des problèmes de l’individu, de la famille, de la société, de l’environnement, de la capacité à gérer la ressource et la survie des espèces. Nous sommes convaincus que le rôle de l’éducation et de la santé est essentiel pour assurer un développement équilibré. Nous devons prendre en charge la santé et la nature des ressources naturelles, et nous devons aussi assurer la santé et la nature de la ville. Nous devons insister pour que les besoins à long terme de la communauté soient pris en compte pour les générations à venir. Dès lors que nous aurons été formés, nous pourrons nous aider à nous adresser au monde dans un message commun et déclarer: «Il est possible et dans l’intérêt des peuples d’assurer la protection des ressources et de la nature.»
PLEINS FEUX
LE MASSACRE DES ESPÈCES

L’homme partage son habitat terrestre avec cinq à dix millions d’espèces animales et végétales qui disparaissent à raison d’un ou moins d’une par jour. D’ici la fin du siècle, c’est un million d’espèces animales et végétales qui disparaitront. Leur extinction sera sans doute suivie de celle d’innombrables espèces animales et végétales qui disparaîtront de la même façon. De plus, il est presque certain que beaucoup de ces espèces animales et végétales qui disparaîtront ne seront connues que bien plus tardivement et que nous croyons nous-mêmes être certaines d’avoir perdues. Leur extinction aura donc des conséquences bien plus considérables et plus graves que celles de l’homme qui disparaîtra, mais c’est à lui que nous avons pensé en écrivant cet article.

Presque toutes les extinctions d’espèces animales et végétales peuvent être attribuées à la perturbation de l’équi- libre écosystémique que l’homme et son environnement. Les hommes, les animaux et les végétaux ne peuvent survivre que si leurs besoins fondamentaux sont satisfaits. Leur extinction est la conséquence directe de la dégradation de l’environnement.

Anxiéux d’assurer la conservation de ses sites, le gouvernement kenyan prévoit en aménageant le parc national de Sauces d’Imara, un endroit de la savane que la population locale a toujours considéré comme un sanctuaire pour les éléphants, que ces derniers soient protégés. Le parc national de Sauces d’Imara est un des sites les plus importants de la conservation de la faune africaine. Il est également le site de nombreux bubalins, d’antilopes et d’autres animaux sauvages.

Au lieu de cela, le gouvernement kenyan a décidé de détruire le parc national de Sauces d’Imara pour y installer un不当d’moraille. Cette décision est déplorable car elle a pour effet de détruire la biodiversité et de menacer l’existence des animaux sauvages.

Le président Kenyatta a indiqué que la décision a été prise en raison de la nécessité de protéger les éléphants qui se trouvent dans le parc national de Sauces d’Imara. Cependant, cette décision est déplorable car elle a pour effet de détruire la biodiversité et de menacer l’existence des animaux sauvages.

Le président Kenyatta a indiqué que la décision a été prise en raison de la nécessité de protéger les éléphants qui se trouvent dans le parc national de Sauces d’Imara. Cependant, cette décision est déplorable car elle a pour effet de détruire la biodiversité et de menacer l’existence des animaux sauvages.

Le président Kenyatta a indiqué que la décision a été prise en raison de la nécessité de protéger les éléphants qui se trouvent dans le parc national de Sauces d’Imara. Cependant, cette décision est déplorable car elle a pour effet de détruire la biodiversité et de menacer l’existence des animaux sauvages.

Le président Kenyatta a indiqué que la décision a été prise en raison de la nécessité de protéger les éléphants qui se trouvent dans le parc national de Sauces d’Imara. Cependant, cette décision est déplorable car elle a pour effet de détruire la biodiversité et de menacer l’existence des animaux sauvages.

Le président Kenyatta a indiqué que la décision a été prise en raison de la nécessité de protéger les éléphants qui se trouvent dans le parc national de Sauces d’Imara. Cependant, cette décision est déplorable car elle a pour effet de détruire la biodiversité et de menacer l’existence des animaux sauvages.

Le président Kenyatta a indiqué que la décision a été prise en raison de la nécessité de protéger les éléphants qui se trouvent dans le parc national de Sauces d’Imara. Cependant, cette décision est déplorable car elle a pour effet de détruire la biodiversité et de menacer l’existence des animaux sauvages.

Le président Kenyatta a indiqué que la décision a été prise en raison de la nécessité de protéger les éléphants qui se trouvent dans le parc national de Sauces d’Imara. Cependant, cette décision est déplorable car elle a pour effet de détruire la biodiversité et de menacer l’existence des animaux sauvages.

Le président Kenyatta a indiqué que la décision a été prise en raison de la nécessité de protéger les éléphants qui se trouvent dans le parc national de Sauces d’Imara. Cependant, cette décision est déplorable car elle a pour effet de détruire la biodiversité et de menacer l’existence des animaux sauvages.

Le président Kenyatta a indiqué que la décision a été prise en raison de la nécessité de protéger les éléphants qui se trouvent dans le parc national de Sauces d’Imara. Cependant, cette décision est déplorable car elle a pour effet de détruire la biodiversité et de menacer l’existence des animaux sauvages.
PLEINS FEUX
POPULATION ET DÉSERT

Près du quart de la surface des terres du monde est marqué par la désertification, en raison de l’accroissement de l’effet des populations qui tirent une matière première des sols pour nourrir plus de gens. Ce phénomène est également connu sous les noms de désertification, de désert pâle et de désert volcanique. Jim Tinker, directeur de l’organisme de l’environnement n’est pas encore arrêté, mais certains projets de montre- bien qu’il pourrait être.

En deuxième position derrière la désertification, le surpoids, pose un problème beaucoup plus aigu et plus connus, les pasteurs nomades qui font paître leurs animaux sur les maigres pâturages à la limite du désert, s’aggravent l’effet de leur tâche, en particulier pendant les années de sécheresse. Mais même en dehors des dernières décennies, cinq facteurs se sont associés pour aggraver la situation.

Les charbonnages, la démolition démolitive parmi les nomades eux-mêmes s’est traduite par un accroissement à la fois de lever les animaux dans la zone aride, à les mettre à la dépression et à les abattre vers les villes du sud et les villes côtières pour la consommation. De plus, il est communément dit que ceux et des pasteurs de marchés — c’est la théorie.

La troisième cause de la désertification, l’excès de la culture, est le plus difficile de tous. Dans le Sahel, l’agriculture est en train de perdre sa plénitude, ce qui est la cause de la perte de la productivité des sols. En conséquence, la culture est abandonnée et les fermiers empêchent de plus en plus de s’adonner à une agriculture qui, est un sol trop aride pour produire régulièrement des récoltes de sol qui peut être laissés en pâturage pour rester productif. En deux cas, le résultat est le même. Le sol devient plus sec et plus salé et fini par être pollué par le vent. Les rendements diminuent.

On peut bien entendu obtenir un rende- ment plus élevé par l’utilisation de plus grandes quantités d’engrais et de pesticides, de tracteurs à l’heure de moins, de meilleures semences. En outre, les gouvernements sénégalais dépendent des villes pour leur survie. Aussi, la culture de l’agriculture est l’intégration au niveau du plus possible. Les pays producteurs dépendent de leur milieu de leur sol et de leurs souches et s’efforcent, tout au contraire, de garder leur famille pendant les périodes de sécheresse, ce qui devient chaque année plus difficile.

En cinquième position, on observe une démo- graphic dans le saharien, où certains campements occupent maintenant un emplacement plus idéal dans les services gouvernementaux, et beaucoup investissent leur gains dans les troupeaux familiers. En troisième lieu, la force accumulée a réduit la mortalité des animaux. En quatrième lieu, le fardeau accru de pois permet l’existence d’un nom- bre d’animaux supérieur à celui que les pâturages peuvent nourrir en période de sécheresse.

En cinquième position, la croissance démogra- gique dans le saharien, où certains campements occupent maintenant un emplacement plus idéal dans les services gouvernementaux, et beaucoup investissent leur gains dans les troupeaux familiers. En troisième lieu, la force accumulée a réduit la mortalité des animaux. En quatrième lieu, le fardeau accru de pois permet l’existence d’un nom- bre d’animaux supérieur à celui que les pâturages peuvent nourrir en période de sécheresse.

France du désert, montagnes de l’Air, Niger

Le Sahara est un réel enfer pour les nomades et leur nombre et de celui de leurs animaux. En second lieu, un grand nombre de nomades se déplacent dans la direction du sud et du sud-est. Ce phénomène est aussi principalement dû à la production dans l’un des plus beaux pays du monde qui ait un cours de développement durable. Dans le cas de l’agence inter-étatique, le Comité inter- ministère de lutte contre la sécheresse, les saisons sèches, le pays et sa richesse, et le climat, l’agriculture et ses marchés dans le monde, et l’agriculture en Amérique du Nord. Mais on ne possédait pas suffisam- ment d’informations pour évaluer l’impor- tance relative des divers facteurs.

Nous sommes maintenant mieux mieux placés. En 1962, la FAO a en effet publié les résultats d’une étude exhaustive des changements de la couverture forestière dans les 76 pays formant 97 pour cent de la superficie totale des pays tropicaux. Certains points ont une importance cruciale. Il existe dans les tropiques de nombreux pays qui ont des forêts tropicales humides des régions équatoriales, et aussi dans des zones arides que les savanes boisées des régions tropicales et sub-tropicales de l’Amérique du Nord. Pour ne veu- lent pas dire grand-chose pour le Sahel. Avoir survécu pendant la deuxième dénomme plus un nouveau désert est déjà un suc- cès.

Crédit: Mark Edwards/IFPF

FORETS: LES FORCES DE DESTRUCTION

En 1960, 1,2 million au moins des habi- tants du territoire du Sahel étaient plus de bois à brûler que la nature ne pouvait en produire, ce qui indique bien l’ampleur de la destruction des forêts tropicales du monde et l’impact des pressions démographiques. Dans l’article d’en-dessous, Dw開始的

Dans le Tiers monde, le bois est souvent brûlé plus vite qu’il ne peut être remplacé.

Tenant compte de tous ces faits, les auteurs de l’étude estiment que, dans les 76 pays, la superficie totale des terres boisées naturelles atteignait presque 3 millions d’hectares à la fin de 1980 et qu’elle était comprise de 1,2 million d’hectares de tail- les sous-futaie, 730 millions d’hectares de haute futaie, 620 000 hectares de taill es et 410 000 hectares de jachères forestières affec- tées par la culture ténacière. Les changements prévus entre 1980 et 1985 sont les suivants:

- abattage des taillis sous futaie, surtout pour la culture viticole: 7,5 millions d’hectares par an;
- abattage des hauts futaies: 3,8 millions d’hectares par an; et
- abattage sélectif: 4,4 millions d’hectares par an

Le taux de destruction est égal à la somme des deux premières catégories, soit 11,3 millions d’hectares par an ou 0,5% pour cent de la superficie totale des forêts. Le taux d’établissement des nouvelles plan- tations ne sera que d’environ 1,1 million d’hectares par an.

De plus, à chaque changement — abattage, déboisement, dégradation — sont liés à l’accroissement de la population et de la demande. En ce qui concerne l’accélération de l’exploitation commerci- ale, le cours des 30 dernières années (exportations de bois durs tertiaires ont augmenté de près de quinze fois entre 1950 et 1980) et, en particulier en Afrique, a été due à la demande croissante de bois de construction. Le parcours de ce bois ne conduit pas à un véritable abattage des bois, mais à un abattage des arbres et d’autres facteurs.

Suite en page 26
La pénurie de terres s’accompagne presque toujours de la pénurie de la terre monétaire, elle se manifeste par des comportements de jachère pour maintenir la productivité agricole. En effet, dans un nombre croissant de pays, principalement dans les régions des anciens territoires colonisés, le mécanisme de la pénurie de terres est devenu un problème. Là où il existe une pénurie de terres, les agriculteurs et les paysans ne peuvent pas seulement produire une quantité suffisante de denrées alimentaires. Ils se retrouvent dans une situation où le nombre de terres disponibles est inférieur au nombre de cultivateurs, ce qui entraîne une surexploitation des terres et une diminution de la productivité agricole. Les paysans, à cause de la pénurie de terres, sont confrontés à une situation de jachère où ils ont tendance à réduire leur rendement. Cela peut se manifester par un réel abandon de la production de certaines espèces, une diminution de la diversité des cultures, et en conséquence une baisse de la sécurité alimentaire.

De plus, la pénurie de terres peut également être due à des facteurs environnementaux, tels que la dégradation des sols, la pollution, ou encore les inondations. Dans ces cas, les agriculteurs sont obligés de pratiquer la jachère pour permettre aux sols de se rétablir et de retrouver leur productivité. Cela peut entraîner une diminution de la production alimentaire à long terme, ce qui peut avoir des conséquences graves sur la sécurité alimentaire de la population.

En conclusion, la pénurie de terres est un problème mondial qui nécessite des solutions durables. Les pays doivent adopter des politiques agricoles qui permettent la durabilité et la pérennité de la production alimentaire, et ce, tout en tenant compte des besoins de la population en termes de sécurité alimentaire. Les pays doivent également encourager la recherche et l’innovation dans le secteur agricole, afin de trouver des solutions innovantes et durables à la pénurie de terres.
PLEINS FEUX
LA VIE DES PAUVRES DANS LA CÔTE

D’ici une trentaine d’années, le nombre des villes de plus de 10 millions d’habitants aura sensiblement augmenté et presque tou- tes se trouveront dans le tiers-monde. Jorge Handziski et David Satterthwaite de l’Institut international de l’environnement et du développement examinent ci-dessous les problèmes que les vastes populations urbain- nes créeront pour l’environnement et la manière dont ils pourraient être résolu.

A mesure que la population et la dimen- sion des villes augmentent et qu’une propor- tion croissante des habitants du monde s’installe dans les zones urbaines, deux importantes questions révèlent les liens existant entre l’environnement et la cité. La première touche à l’environnement «extérieur», qui est par exemple affecté par l’utilisation de ressources comme la terre et l’eau; et la deuxième à l’environnement «intérieur», c’est-à-dire au cadre de vie que les villes offrent à leurs habitants, en parti- culier les plus pauvres.

En termes d’air, de terre, d’eau et de paysages naturels, les villes ont inévitable- ment un énorme impact. Elles utilisent une grande quantité d’eau, souvent aménée de lointains sites, qui contribue à l’épuisement des ressources en eau, les rivières, les lacs et la mer. Elle pollue l’eau avec les émissions de leurs industries et de leurs véhicules. Et, par leur expansion, elles absorbent des terres cultivées.

En termes de terre, un plus petit nombre plus en plus que les grandes villes, en particulier celles qui se développent le plus rapidement (et dont la plupart se trouvent dans le tiers-monde) n’atteignent une dimension qui ne permet plus à la nature, en dehors de son maintien, de leur fournir l’air pur et l’eau dont elles ont besoin pour leur survie.

L’expansion des villes du tiers-monde au cours des trente dernières années est sans précédent dans l’histoire de l’humanité. Et la préoccupation qu’elle cause est encore renforcée par les projections. D’ici une trentaine d’années, par exemple, les agglomé- rations urbaines d’10, 20 ou 30 millions d’habitants seront de plus en plus nume- reuse et se trouveront pour la plupart dans le tiers-monde. On peut donc craindre avec raison que ces villes ne se révèlent incapables de nourrir leur population.

Les problèmes qui commencent à surgir donnent quelques indications des pressions qui s’exerceront dans l’avenir. La nécessité de fournir une alimentation en eau adé- quate à des agglomérations comme Mexico et São Paulo pose des problèmes environ- nementaux et coûte de plus en plus cher. En outre, des villes comme El Salvador, Bogota et bien d’autres encore se sont déve- loppées sur les terres les plus fertiles du pays. Il y a aussi le problème du déboisement autour des villes. Lorsque le coût des com- bustibles comme le kérosène augmente, ou que de mauvais systèmes de distribution rendent l’approvisionnement difficile, la demande de bois à brûler s’accroît.

Enfin, les grandes villes urbaines et les villes rurales ont à affronter de nombreux problèmes. Les villes de plus de 10 millions d’habitants se trouvent dans les zones extrêmement onéreuses. Le cadre naturel des villes et les espaces verts sont souvent attaqués par les problèmes de pollution industrielle et de la construction de nouveaux logements.

Mais si ces pressions externes semblent déterminantes, c’est qu’elles n’ont qu’une importance mineure comparée aux problèmes de l’environnement «intérieur» de l’environnement dans les zones rurales. Ce que les villes offrent à leurs habitants est un environnement qui est moins affecté par la pollution industrielle et la construction de nouveaux logements. Il est, cependant, affecté par la pauvreté et l’incapacité des administrations locales et nationales à s’attaquer aux ques- tions-jonglent de la pollution urbaine et de la pollution industrielle.

En termes de services, l’absence d’eau potable et d’égouts, d’un service de ramas- sage des ordures et de soins de santé cura- tifs, est un problème. En général, les citadins du tiers-monde vivent dans les conditions que sont les plus graves.

En termes de services, beaucoup de villes se trouvent dans des conditions de pauvreté, avec un accès restreint aux services de santé et de services sociaux. Les villes de plus de 10 millions d’habitants se trouvent dans les zones extrêmement onéreuses. Le cadre naturel des villes et les espaces verts sont souvent attaqués par les problèmes de pollution industrielle et de la construction de nouveaux logements.

Mais si ces pressions externes semblent déterminantes, c’est qu’elles n’ont qu’une importance mineure comparée aux problèmes de l’environnement «intérieur» de l’environnement dans les zones rurales. Ce que les villes offrent à leurs habitants est un environnement qui est moins affecté par la pollution industrielle et la construction de nouveaux logements. Il est, cependant, affecté par la pauvreté et l’incapacité des administrations locales et nationales à s’attaquer aux ques- tions-jonglent de la pollution urbaine et de la pollution industrielle.

En termes de services, l’absence d’eau potable et d’égouts, d’un service de ramas- sage des ordures et de soins de santé cura- tifs, est un problème. En général, les citadins du tiers-monde vivent dans les conditions que sont les plus graves.
Népal: dangers du "choum" touristique

Dans une interview récente accordée au Bulletin de l'UICN, Sir Edmund Hillary, le vainqueur de l'Everest, s'exprima: "Si j'avais un moyen d'arrêter le passé, je le ferais en sorte que les progrès aient continué dans l'ordre de ce qui concerne le tourisme au Népal. Trop de montagnes, trop de vies et je pense que je partage ma part de responsabilité.

C'est en 1990 que le royaume montagneux du Népal a ouvert ses frontières au tourisme. Depuis lors, le tourisme est devenu une industrie florissante: les recettes sont passées de 3,5 à 3,9 milliards de dollars en 1991 et la source principale de devises du Népal.

Cependant le tourisme entraîne une dégradation de l'environnement dans le Parc national de Sagarmatha, un des plus grands sites de l'UNESCO. Les touristes se sont installés dans des zones pittoresques, devenant un problème majeur. Le Parc lui-même est devenu un cadre de tourisme. Toutefois, des efforts sont faits pour éviter le développement du tourisme dans les zones protégées.

Le parc national de Sagarmatha est devenu une attraction majeure pour les touristes. Cependant, la présence de touristes a entraîné une augmentation des activités humaines dans le parc, affectant la biodiversité locale. Les autorités locales et le gouvernement ont mis en place des mesures pour contrôler l'impact du tourisme sur l'environnement du parc.

En conclusion, le tourisme au Népal a apporté des avantages économiques, mais il a également entraîné des conséquences environnementales négatives. Il est important de trouver un équilibre entre le développement du tourisme et la protection de l'environnement.

IUCN Red Data Book on Invertebrates

Le premier Red Data Book sur l'invertébrés est publié et devrait être prêt fin mars. Ce premier volume a pour objectif de permettre une meilleure connaissance et de favoriser une meilleure conservation des espèces d'invertébrés. Il contient des informations sur les classifications et les populations de diverses catégories de Red Data Book.

Les volumes suivants étudieront des groupes spécifiques d'invertébrés et seront publiés à intervalles périodiques pour suivre les changements de leur situation.


Il est unanimement reconnu que la CITES est le principal instrument de protection de la faune et de la flore actuellement en vigueur. Elle est un outil efficace pour contrôler les espèces en danger de disparition. La Convention a aujourd'hui 81 États Parties. Toutefois, en raison de sa complexité, il peut être difficile de la mettre en œuvre sur le plan national. La résolution de ces problèmes est essentielle pour garantir la conservation de diverses espèces.

Le but de ce livre est de fournir des directives sur la mise en œuvre de la Convention. Il couvre les aspects techniques et juridiques de l'application de la Convention. L'auteur, Gerhard Emmons, a pris une part active à la préparation de la Convention et travaille actuellement au sein des instances de l'Union internationale pour la conservation de la nature.

Détails pratiques, l'ouvrage propose des modèles de décrets nationaux pour une mise en œuvre en conformité avec CITES. Il est recommandé à tous les acteurs qui sont impliqués dans la conservation de la faune et de la flore exotiques.

La publication fait référence à des documents et à des sources de référence. Il est à noter que la mise en œuvre de la Convention nécessite une coordination entre les différentes parties prenantes.

D'autres documents sur les éléphants et les rhinocéros

Les éléphants et les rhinocéros sont deux espèces animales qui sont aujourd'hui menacées en raison de la surpêche et de la chasse. C'est pourquoi des efforts sont faits pour préserver ces espèces et pour en assurer la survie.

Le Bulletin de l'UICN contient une revue de la situation des éléphants et des rhinocéros dans le monde. Les informations sont extraites de différents documents et sources, notamment des rapports de spécialistes des espèces et des organisations d'observation de l'environnement.